



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

ICC-PIDS-WU-83/11_Fra

27 juin 2011 #83 La CPI semaine après semaine



Situation en Libye

Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé, à l'unanimité de ses membres, de saisir le Procureur de la CPI de la situation dont la Jamahiriya arabe libyenne est le théâtre depuis le 15 février 2011. Le 3 mars 2011, le Procureur de la CPI a annoncé l'ouverture d'une enquête dans la situation en Libye. Cette situation est assignée par la Présidence de la Cour à la Chambre préliminaire I.

Situation en Libye : La Chambre préliminaire I de la CPI rendra, le 27 juin 2011, sa décision sur la demande du Procureur aux fins de la délivrance de trois mandats d'arrêt

Le lundi 27 juin 2011, la Chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale (CPI) rendra sa décision concernant la requête présentée le 16 mai 2011 par le Procureur aux fins de la délivrance de trois mandats d'arrêt contre Muammar Abu Minyar Gaddafi, Saif Al Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi. La décision sera rendue lors d'une audience publique en salle d'audience I ce jour-là à 13h00 (heure locale de La Haye).

L'audience sera retransmise en direct sur le site Internet de la Cour et via satellite.

Le Procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo, tiendra une conférence de presse, le mardi 28 juin, à propos de la décision de la Chambre préliminaire I concernant sa requête aux fins de délivrance de mandats d'arrêt à l'encontre de trois personnes libyennes

Le mardi 28 juin 2011, à 12h00 (heure locale de La Haye), le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), M. Luis Moreno-Ocampo, tiendra une conférence de presse à propos de la décision qui sera rendue le lundi 27 juin 2011 par la Chambre préliminaire I sur sa requête aux fins de délivrance de mandats d'arrêt à l'encontre de Muammar Abu Minyar Gaddafi, Saif Al-Islam Gaddafi and Abdullah Al-Senussi pour des crimes contre l'humanité qui auraient été commis en Libye depuis février 2011.

Retransmission via internet

La conférence de presse sera retransmise en direct, à 12h00, sur le site internet de la Cour, sur les liens suivants :

Anglais : <http://livestream.xs4all.nl/icc5.asx>

Arabe : <http://livestream.xs4all.nl/icc3.asx>

Source : Bureau du Procureur

Situation en République de Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, qui n'est pas partie au Statut de Rome, avait, le 18 avril 2003, **déclaré accepter** la compétence de la Cour. La présidence de la République de Côte d'Ivoire a récemment **confirmé cette acceptation**, les 14 décembre 2010 et 3 mai 2011. Le 19 mai 2011, le Procureur de la CPI a informé, par lettre officielle, le Président de la Cour de son intention de soumettre à la Chambre préliminaire une requête afin d'obtenir l'autorisation d'ouvrir une enquête relativement à la situation en Côte d'Ivoire depuis le 28 novembre 2010. Le 20 mai 2011, la Présidence a assigné la situation en République de Côte d'Ivoire à la Chambre préliminaire II.

Le Procureur de la Cour pénale internationale demande aux juges l'autorisation d'ouvrir une enquête en Côte d'Ivoire

Le 23 juin 2011, le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Luis Moreno-Ocampo, a demandé aux juges de la CPI l'autorisation d'ouvrir une enquête concernant les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qui auraient été commis en Côte d'Ivoire depuis le 28 novembre 2010. Si les juges font droit à cette demande, le Bureau du Procureur ouvrira une enquête indépendante et impartiale concernant ces crimes.

Selon les sources citées par le Procureur dans sa demande, au moins 3 000 personnes ont été tuées, 72 ont disparu et 520 ont fait l'objet d'arrestations et de détentions arbitraires en Côte d'Ivoire lors des violences postélectorales. Plus de 100 cas de viol ont également été rapportés, le nombre d'incidents non signalés devant être sensiblement plus élevé.

Les informations sur lesquelles s'est fondée le Bureau du Procureur fournissent une base raisonnable pour croire que les forces pro-Gbagbo et les forces pro Ouattara ont commis des crimes relevant de la compétence de la CPI. L'enquête envisagée aura pour objectif d'identifier les personnes portant la responsabilité pénale la plus lourde pour avoir ordonné ou facilité la commission des plus graves de ces crimes. Ce pourrait être la première fois que la CPI ouvre une enquête dans un État qui n'a pas ratifié le Statut de Rome mais qui a toutefois reconnu la compétence de la Cour. Jusqu'à présent, toutes les affaires portées devant la CPI concernent des crimes commis sur le territoire d'États parties ou découlent d'un renvoi par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président Ouattara a adressé une lettre au Procureur dans laquelle il lui demandait d'ouvrir une enquête et travaille étroitement avec l'organisation régionale CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) pour faire en sorte que les crimes commis en Côte d'Ivoire ne restent pas impunis. Ceci atteste non seulement de l'attachement du continent africain à la lutte contre l'impunité mais également de l'impulsion primordiale donnée par les Africains en faveur de la justice internationale. Si cette demande était accordée, la Côte d'Ivoire serait le théâtre de la septième enquête en Afrique. Le Bureau du Procureur continuera de soutenir les efforts déployés par l'Afrique pour lutter contre l'impunité de ces crimes et empêcher qu'ils ne se reproduisent. « Nous œuvrons avec les dirigeants africains pour protéger les victimes africaines » a déclaré le Procureur Moreno-Ocampo.

La Cour pénale internationale est une cour permanente et indépendante qui mène des enquêtes et engage des poursuites à l'encontre de personnes accusées des crimes les plus graves ayant une portée internationale, à savoir le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Source : Bureau du Procureur

Request for authorisation of an investigation pursuant to article 15

Décisions adoptées entre le 20 et le 24 juin 2011

Decision Constituting Pre-Trial Chamber III and Re-assigning the Situation in the Republic of Côte d'Ivoire

Rendue par la Présidence, le 22 juin 2011

Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga, Mathieu Ngudjolo Chui et Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana* doit s'ouvrir le 17 août 2011.

Décisions adoptées entre le 20 et le 24 juin 2011

Affaire Katanga and Ngudjolo Chui

Decision on the security situation of three detained witnesses in relation to their testimony before the Court (art. 68 of the Statute) and Order to request cooperation from the Democratic Republic of the Congo to provide assistance in ensuring their protection in accordance with article 93(1)(j) of the Statute

Rendue par la Chambre de première instance II, le 22 juin 2011

Affaire Mbarushimana

Decision on the Prosecution request for extension of page limit

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 24 juin 2011

Decision on "Defence request for a deadline for the Registry to comply with the Single Judge's decision: ICC-01/04-01/10-142"

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 21 juin 2011

Decision on the "Defence request for an extension of the time limit to comply with the Decision on the review of potentially privileged material: ICC-01/04-01/10-237"

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 20 juin 2011

Liens utiles

Les **procédures** se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube**

Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Evénements

Le Ministre des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas en visite à la CPI

Le 23 juin 2011, le Ministre des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, S.E. Uri Rosenthal, est venu en visite à la Cour pénale internationale (CPI). Il a d'abord rencontré le Président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song, puis le Procureur, Luis Moreno-Ocampo. Il s'agissait de sa première visite officielle à la CPI.

Le Président de la CPI a informé M. Rosenthal de l'actualité de la Cour et a salué la coopération soutenue des Pays-Bas avec la CPI, que ce soit en tant qu'État partie au Statut de Rome ou en tant qu'État hôte de la Cour. Le Président Song lui a également fait part de ses efforts déployés pour mieux faire connaître la Cour dans le monde, et s'est félicité du fait que plusieurs Etats, de différentes régions du monde, aient récemment annoncé leur intention d'être partie au Statut de Rome prochainement.



Le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, M. Uri Rosenthal, et le Président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song, au siège de la Cour, à La Haye © ICC-CPI

S.E. Uri Rosenthal a exprimé le soutien ferme et indéfectible des Pays-Bas à la Cour et au Président Song. « La CPI joue un rôle crucial dans la lutte internationale contre l'impunité, et les Pays-Bas restent pleinement engagés pour la promotion de l'universalité du Statut de Rome », a-t-il déclaré.

M. Rosenthal a également rencontré le Procureur de la CPI, qui l'a informé des activités menées actuellement par son Bureau et a évoqué des sujets d'intérêt commun. Le Procureur a souligné, dans le contexte particulier de la situation en Libye, que son Bureau était mandaté, en vertu de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, pour enquêter sur la commission de crimes dans ce pays. Si des mandats d'arrêt devaient être délivrés à l'encontre des trois suspects, il appartiendrait aux autorités libyennes de les exécuter.

La Tunisie devient le 116e Etat partie au traité régissant la CPI, le Statut de Rome

Le 24 juin 2011, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a reçu du Gouvernement tunisien son instrument d'adhésion au Statut de Rome, traité régissant la Cour pénale internationale (CPI). Le Statut entrera en vigueur pour ce pays le 1er septembre 2011, portant ainsi à 116 le nombre total des États parties.

La CPI se félicite de la décision de la Tunisie de se joindre aux efforts de la communauté internationale pour mettre un terme à l'impunité des responsables des crimes internationaux les plus graves, à savoir le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le crime d'agression, qui menacent la paix, la sécurité et le bien-être du monde.



Cérémonie avec le Secrétaire général de l'ONU à l'occasion du dépôt par la Tunisie d'un instrument d'adhésion au Statut de Rome de la Cour pénale internationale © UN Photo/Evan Schneider

La Tunisie, qui est le 32e Etat africain à intégrer la CPI, est le premier pays d'Afrique du Nord et le quatrième membre de la Ligue des Etats arabes à se porter partie au Statut de Rome. Son adhésion met en lumière le rôle essentiel joué par la CPI dans le domaine de la justice pénale internationale à un moment où la région connaît des changements importants.

Dans sa déclaration, le Président de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome, M. l'Ambassadeur Christian Wenaweser a salué dans la décision de la Tunisie l'expression de son attachement à l'état de droit et à l'avenir du pays. Il a ajouté que l'adhésion de la Tunisie au Statut de Rome était aussi un témoignage des profonds changements engendrés par le « printemps arabe », qui a commencé en Tunisie. Elle répond à une demande importante des peuples pour une société guidée par des règles claires et le principe de l'égalité devant la loi. Les Etats arabes contribuent depuis longtemps de façon substantielle aux travaux de la CPI ; ce fut le cas lors du processus de négociation qui a abouti à la création de la Cour, et cette contribution se poursuit dans le cadre du dialogue constructif et de la coopération avec celle-ci. L'adhésion de la Tunisie met en exergue le soutien mutuel existant entre la région arabe et la Cour, et sert d'exemple pour que d'autres Etats de la région adhèrent au Statut de Rome.

Déclaration du Président de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome, M. L'Ambassadeur Christian Wenaweser : Français, English, عربي, Español

Conférence de presse sur l'adhésion de la Tunisie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (24 juin 2011)

Interagir avec les communautés

Vers un renforcement du partenariat avec les communautés juridique et académique : la première vice-présidente de la CPI en visite au Cameroun et au Tchad

La juge Fatoumata Dembele Diarra, première vice-présidente de la Cour pénale internationale (CPI) s'est rendue à Yaoundé (au Cameroun) les 20 et 21 juin puis à Ndjamena (au Tchad) les 23 et 24 juin 2011 dans le but de renforcer les liens avec les universités et les professionnels du droit de ces pays clés.

Plaidant pour l'inscription des avocates camerounaises et tchadiennes sur la Liste des Conseils de la CPI, la vice-présidente a participé au lancement de la campagne « **Appel aux avocates africaines** » en partenariat avec le Barreau national du Cameroun et celui du Tchad, devant plus de 100 avocats camerounais (dont près de 80 femmes) et une trentaine d'avocats tchadiens. Cette campagne vise à accroître le nombre d'avocates africaines autorisées à plaider devant la Cour, en encourageant les juristes expérimentées à jouer un rôle crucial en représentant des suspects, des accusés ou des victimes devant la Cour.



La vice-présidente de la CPI, la juge Diarra s'adressant aux juristes à propos des résultats et défis de la CPI © ICC-CPI

Ainsi que la juge Diarra l'a rappelé, « l'objectif de cette campagne est de mettre la Cour en harmonie avec une valeur universellement défendue, à savoir la représentation équilibrée des genres. Il ne s'agit pas de douter de la capacité d'écoute ou de la compétence des hommes avocats pour la défense des femmes et filles victimes des crimes de la compétence de la Cour ou pour la défense des suspects. Il s'agit d'offrir aux victimes et aux accusés l'opportunité de confier leur défense à un homme ou une femme, et cela de façon libre ». « On est

en droit d'espérer qu'une telle initiative facilitera non seulement l'inscription de femmes sur la liste de conseils mais également rendra plus visible le rôle important que les avocates peuvent et doivent jouer dans le domaine du droit international pénal » a-t-elle ajouté.

La visite de la vice-présidente dans ces deux pays fut également l'occasion de rencontrer les étudiants des facultés de droit des universités de Yaoundé II, de Ndjamena, ainsi que de l'IRIC (l'Institut des relations internationales du Cameroun). Au total, près de 800 étudiants et professeurs ont pu débattre autour du thème « Regards sur la CPI neuf ans après l'entrée en vigueur du statut de Rome : résultats obtenus et défis ». Afin de s'assurer d'une collaboration durable avec ces juristes, ils ont également reçu les informations utiles afin de participer au programme des stages et des professionnels invités devant la Cour.

Grâce aux partenariats présents et futurs, une mise en place durable et réussie du programme académique permettra à la Cour d'étendre et d'optimiser son engagement auprès des milieux universitaires, objectif qui s'inscrit pleinement dans la **stratégie d'information de la Cour 2011-2013**.

Calendrier

JUIN 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
27 Le Président de la CPI prononce le discours d'ouverture de la Conférence annuelle de l' <i>International Association of Prosecutors</i> , à Séoul en République de Corée Conférence de presse du président de l'AEP, Christian Wenaweser, à propos de la situation en Libye	28 Conférence de presse du Procureur de la CPI à propos de la situation en Libye	29	30			
JUILLET 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
				1	2	3
		6 Session d'imprégnation des Chefs de Cour et de Parquet de l'Association des hautes Juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF)	7			
11	12	13	14	15	16	17
18	19 Discours d'ouverture du juge Song, président de la CPI, lors d'une réunion d'experts de l' <i>Asian-African Legal Consultative Organization</i> sur le Statut de Rome à Kuala Lumpur, Malaisie	20	21	22	23	24

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.